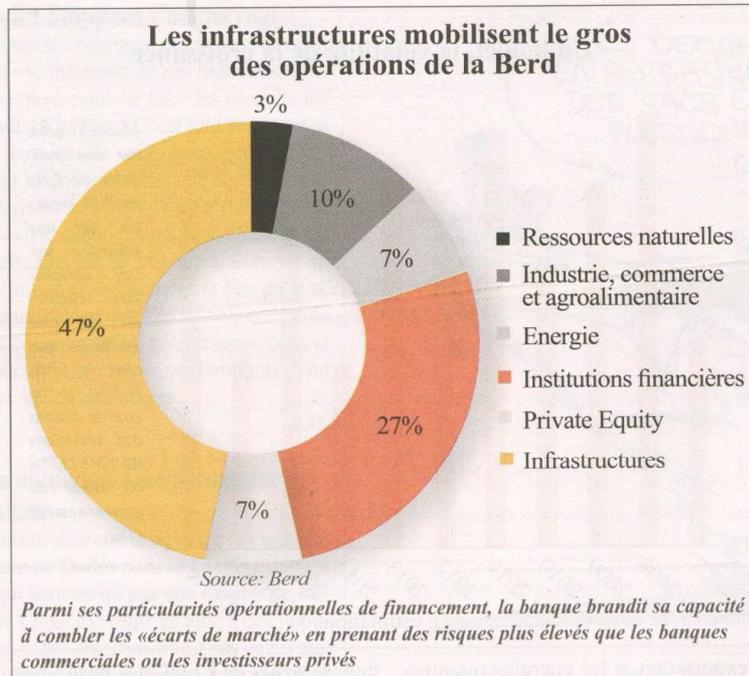


Comment la Berd veut s'imposer sur le marché

- La banque veut renforcer ses interventions directes auprès du secteur privé
- Des émissions obligataires en monnaie locale en négociation avec Bank Al-Maghrib
- Près de 7,6 milliards de DH investis sur les trois dernières années

LA Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) veut doper ses interventions en direct auprès du secteur privé marocain. Elle est en train de négocier auprès de Bank Al-Maghrib (BAM) la possibilité de financer des émissions obligataires en dirham pour renforcer ses capacités d'intervention en monnaie locale. L'annonce a été faite mardi 15



mars, en marge d'une rencontre abritée par la CFCIM et organisée par l'EuroCham. Une fois acquise, cette possibilité serait le point d'orgue des activités de l'institution financière au Maroc, démarrées il y a un peu plus de trois ans. «Nous avons été l'une des premières institutions internationales à opérer de la dette en dirham, à travers un mécanisme développé en interne qui nous rend tout de même marginalement plus chers que la contrepartie banque marocaine», explique Laurent Chabrier, directeur de la Berd au

l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) – un total de 125 millions d'euros pour 2 prêts à long terme contractés en 2013 et 2014 –, ainsi que la Compagnie minière de Seksaoua (15 millions de dollars en dette à long terme en 2013).

Sur les filières vertes et de l'efficacité énergétique, le programme MorSEFF reste le principal instrument d'intervention de la banque. Dotée d'un montant de 800 millions de DH, cette ligne de financement, dédiée à l'énergie durable destinée aux entreprises privées marocaines, a été montée en partenariat avec plusieurs autres bailleurs de fonds (BEI, AFD, KfW). L'offre est composée de subventions d'investissement, d'accompagnement technique gratuit, mais aussi de prêts ou leasing par des banques partenaires locales. «Le programme a eu de la peine à émerger, mais les résultats sont concluants», explique le patron de la Berd Maroc. Une première opération de financement, d'un montant de 20 millions d'euros, a été lancée en partenariat avec la BMCE il y a près d'une année. «Ce montant a été dépensé en l'espace de 4 mois», annonce Chabrier.

MorSEFF n'est qu'un outil parmi d'autres. La banque développe cinq principales activités pour les projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, allant, justement, des lignes de financement à la «mise à niveau en matière d'énergie renouvelable (éolien, solaire, biomasse...)». L'efficacité énergétique dans le secteur de l'énergie, de l'industrie et des infrastructures municipales est aussi parmi ces ac-

Assistance technique, 214 PME accompagnées

DANS son package opérationnel, la Berd déploie tout un programme d'assistance technique qui a déjà bénéficié à plus de 214 petites et moyennes structures marocaines. «Ce dispositif a été développé pour traiter les problèmes organisationnels et opérationnels des entreprises ainsi qu'au niveau de la gestion et de la gouvernance», explique-t-on auprès de l'institution financière. Ces actions sont menées à travers la mise en place des meilleures pratiques internationales en termes de gestion et de savoir-faire. L'objectif final est de renforcer la pérennité des modèles économiques des entreprises. Le projet d'assistance technique peut durer entre 12 et 18 mois, avec un suivi constant tout au long de la mise en œuvre par l'équipe de la Berd. Cette offre est principalement financée par des donateurs, notamment avec des fonds de l'Union européenne. Une participation minimale est tout de même requise de l'entreprise bénéficiaire pour marquer son implication dans la mise en œuvre du programme. □

Maroc. La banque a déjà à son actif un total de 766 millions d'euros (un peu plus de 7,6 milliards de DH) investis au Maroc, répartis en divers types d'opérations de financement et de secteurs d'activité. Une trentaine de projets ont été soutenus à travers ces interventions. La plus grosse partie de cette manne est allée vers les infrastructures, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, mais aussi à l'appui aux PME, via les institutions financières locales. Sur les infrastructures, les clients de la banque sont

tions. Le groupe fait particulièrement les yeux doux aux PME, avec 192 millions d'euros de lignes de crédit accordées à deux banques locales – 100 millions d'euros au groupe Banque Populaire et 20 millions d'euros pour la Société Générale Maroc – pour la facilitation des échanges. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com